

# La réception du Congrès de la Soummam dans la Wilaya I (Aurès-Nememcha)

Ouanassa SIARI-TENGOUR <sup>(1)</sup>

Dans le procès-verbal du Congrès de la Soummam (20 août 1955), la représentation de l'Aurès-Nememcha est portée absente. Et si les travaux n'ont commencé que le 20 août 1956, c'est précisément parce qu'on attendait la délégation de la Zone 1/ Aurès-Nememcha<sup>1</sup>. A la fin du Congrès, c'est le colonel Amirouche qui est désigné pour communiquer les nouvelles directives aux dirigeants de l'Aurès, tandis que Zighoud Youcef et Brahim Mezhoudi<sup>2</sup> sont désignés pour la même mission mais auprès des Nememcha. Malheureusement, Zighoud Youcef tombe à son tour au champ d'honneur le 23 septembre 1956. La mission échet alors au tandem Brahim Mezhoudi - Amar Ben'aouda qui ne s'y rendront pas parce qu'ils sont envoyés d'urgence par Lakhdar Bentobbal<sup>3</sup>, en mission à Tunis pour tenter de résoudre la question de la Wilaya 1. Finalement, la mission revint au colonel Amirouche qui prit le chemin de la wilaya 1 (Aurès) dont il va rencontrer les principaux dirigeants dans le courant du mois d'octobre 1956. Les contacts furent interrompus à la suite de la tentative d'assassinat de Adjel Adjoul qui eut lieu dans la nuit du 19 au 20 octobre 1956. A compter de cette date, la wilaya 1 traversera une longue période d'instabilité, marquée par une forte « dissidence », caractérisée par le rejet des décisions du congrès de la Soummam par un certain nombre de dirigeants de la wilaya 1.

Le traitement de cette question a été rendu possible grâce à la lecture critique de plusieurs sources, parmi lesquelles plusieurs témoignages publiés ces dernières années:

---

(1) Unité de Recherche sur les Territoires Emergents et Sociétés / CRASC, 25000, Constantine, Algérie.

<sup>1</sup> Cf. Harbi, M. (1981), *Les archives de la révolution algérienne*, Paris, éd. Jeune Afrique, p. 160-167.

<sup>2</sup> Procès-verbal du Congrès de la Soummam, Harbi, M., *op.cit.*, p.166.

<sup>3</sup> Lettre de Lakhdar Bentobbal (qui vient de succéder à Zighoud Youcef) nouveau chef de la Wilaya 2 (Nord-Constantinois) datée du 25 septembre 1956 et adressée au CCE à Alger. SHD, 1 H/ 1636. En fait, cette précipitation s'explique par la présence d'Ahmed Mahsas à Tunis. Celui-ci en accord avec Ben Bella, essaie de constituer un front d'opposition au CCE, avec les chefs de l'Aurès et des Nememcha.

Le témoignage de Mohamed Larbi Madaci<sup>4</sup>, *Les tamiseurs de sable*<sup>5</sup>. Il s'agit d'entretiens réalisés avec les principaux protagonistes de la crise encore vivants dans les années 1990 dont Adjel Adjoul, Amar Benchaïba dit Ali, Lakhdar Abidi dit Hadj Lakhdar, Bicha Djoudi, Messaoud Bellagoune, Mostefa Boucetta et Amor Mestiri. Si tout n'est pas dit, on devine l'ampleur de la crise dans les rangs de l'ALN-FLN.

Mostefa Merarda dit Benoui, *Sept ans de maquis en Aurès (2004)*, l'un des dirigeants de la Wilaya 1, fournit une version des faits et le témoignage de Salah Goudjil concernant l'affaire Adjel Adjoul.

Ahmed Bencherif, *Parole de baroudeur (2003)* a publié un rapport daté du 14 janvier 1957 attribué à Amirouche, sur la mission accomplie dans l'Aurès.

Des informations éparses figurent dans les témoignages de Djoudi Attoumi, *le colonel Amirouche (2003)* ; Hamou Amirouche, *Akfadou, un an avec le colonel Amirouche (2009)* et Hocine Benmaâllem, *Mémoires (2014)*.

Ces premiers matériaux ont permis de contourner l'épineuse question des archives publiques, en Algérie. Mais en France, il convient de préciser que depuis la dernière loi<sup>6</sup>, des sources sont plus accessibles tant au Service historique de la Défense (SHD de Vincennes) qu'aux Archives Nationales d'Outre-Mer (ANOM, Aix en Provence). Ce qui permet de faire le point sur les rapports entre la nouvelle direction du FLN issue du congrès de la Soummam et les principaux responsables de l'Aurès-Nememcha. Les déclarations de Adjoul<sup>7</sup> lors de sa reddition à l'armée française permettent une comparaison avec celles qu'il fera bien après l'indépendance.

La prise en compte de ces différentes sources ne comble que partiellement les lacunes entretenues et par *le silence des archives* et par le silence des acteurs d'hier, ce qui entrave le travail des historiens.

---

<sup>4</sup> L'auteur, médecin de profession, a réalisé ces entretiens à partir de 1969.

<sup>5</sup> Madaci, M.-L. (2001), *Les tamiseurs de sable*, Alger, éd. Anep.

<sup>6</sup> Loi des archives du 15 juillet 2008.

<sup>7</sup> Fonds des Réformes, FR 93/4236, ANOM. Cet interrogatoire est à compléter avec celui qui est conservé au SHD sous la côte 1H 2882. Adjel Adjoul a fait part de son témoignage à Madaci, M.-L., *Les tamiseurs de sable, op.cit.*, et à l'association « Les pionniers de la révolution de Novembre 1954 dans la *mintaq*a de l'Aurès », Alger, Dar el Houda, 1999.

A l'échelle locale, l'enquête orale auprès des témoins encore vivants se heurte en effet aux occultations de la question des oppositions aux décisions du congrès de la Soummam et de ses conséquences.

Une telle accumulation de documents ne facilite pas pour autant le travail de l'historien de la Guerre de libération. Au contraire, l'abondance des matériaux complique à souhait leur interprétation qui aboutit à des lectures contradictoires sinon équivoques. Comment produire dans de telles conditions un récit historique, porteur d'un savoir consensuel surpassant les conflits de mémoire ? Car il s'agit bien de noter la rupture introduite par l'émergence sur la place publique de mémoires divergentes marquant la fin d'une période dominée par un discours unanime.

Faut-il renoncer à écrire l'histoire du temps présent ? Et quelle posture adopter devant le flot d'informations qui chaque jour affluent<sup>8</sup> et interpellent les lecteurs de tous bords ?

Une telle médiatisation de questions d'histoire occultées jusque-là, est révélatrice d'une demande sociale, en quête de savoir ou en mal de justifications. Dans un cas comme dans l'autre, la multiplication des mémoires voire leur concurrence a généré leur fragmentation avec le plus souvent des règlements de compte et des controverses stériles<sup>9</sup>. L'historien du temps présent se doit donc d'observer la plus grande réserve devant les reconstructions postérieures à l'indépendance, produites par les acteurs et témoins d'hier qui ne contribuent pas toujours à clarifier le débat. Mais il ne peut ignorer cette accumulation de sources s'il veut tenter d'apporter des explications aux questions qu'il se pose. Dans notre cas, ce sont :

---

<sup>8</sup> La presse quotidienne est la grande pourvoyeuse de ce genre d'informations en l'absence d'autres supports telles les revues spécialisées ou de vulgarisation. Devant les questions abordées ou soulevées, la voix des chercheurs universitaires est étrangement absente.

<sup>9</sup> A titre d'exemple, cf. le procès d'intention fait par Ali Kafi à Abane Ramdane, *Du militant politique au dirigeant militaire, Mémoires d'un président (1946-1962)*, Alger, Casbah Editions, 2002 et Siari-Tengour, O. (2010), « Les historiens algériens face aux controverses mémorielles », *Les échelles de la mémoire en Méditerranée*, Paris, Actes Sud/MMSH.

- Les raisons de l'absence des dirigeants de l'Aurès.
- Le déroulement de la mission d'Amirouche dans l'Aurès entre septembre-octobre 1956<sup>10</sup>.
- L'opposition déclarée de quelques dirigeants de l'Aurès aux thèses du congrès de la Soummam et ses conséquences.

### **Les raisons de l'absence des dirigeants de l'Aurès**

Les débuts de la Guerre de libération nationale ont été marqués par des actions plus importantes qu'ailleurs de la part des premiers combattants du FLN/ALN. Les opérations accomplies dans la nuit du 31 octobre- 1<sup>er</sup> Novembre 1954 se sont soldées par la mort de plusieurs soldats, un caïd et l'instituteur Monnerot (tué par accident) et ont suscité une riposte rapide de la part des autorités françaises. Immédiatement, les forces de sécurité (police, gendarmerie, armée) furent mobilisées. Le 2 Novembre 1954 se réunissent à Constantine aux côtés des autorités locales civiles et militaires (le général Chérière commandant en chef de l'armée, le général Spillmann, commandant l'Est algérien, le colonel Blanche, de Pierre Dupuch préfet de Constantine, de Jean Deleplanque sous-préfet de Batna) Jacques Chevalier secrétaire d'Etat à la guerre et René Mayer député de Constantine. Ils mobilisent toutes les forces armées pour mettre fin aux troubles qui vont être renforcées par les troupes du colonel Ducourneau (18<sup>o</sup> RPC) qui débarquent à Philippeville / Skikda dès les premiers jours de novembre. Le cycle infernal de la répression est aussitôt enclenché : arrestations des nationalistes connus et premières opérations de ratissages suivies de zones interdites, de représailles aggravées par l'application de la responsabilité collective. Les populations civiles d'Ichmoul, Yabous, Oued Taga, Ghassira, Zellatou, Kimmel, habitant les vallées de l'oued Labiod et oued Abdi, furent déplacées dès la fin de novembre et menacées par « le feu du ciel »<sup>11</sup>. Elles furent parquées dans les premiers camps de regroupements<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> La mission d'Amirouche s'est étendue du 3 septembre au 23 octobre 1956 selon le rapport Amirouche qui figure dans Ahmed Bencherif, *Parole d'un baroudeur*, Alger, 2003, p. 63-71. Les dates correspondent au témoignage d'Adjel Adjoul.

<sup>11</sup> Titre du tract lancé dans les villages des deux principales vallées du massif de l'Aurès au moyen de l'aviation, en date du 18 Novembre 1954, cf. notre article « les réactions immédiates des autorités françaises au lendemain du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 », Alger, éd. La Tribune, 2004.

<sup>12</sup> Cf. notre article « Zones interdites et camps de regroupement dans l'Aurès 1954-1962 », *Histoire de l'Algérie contemporaine de l'Algérie, nouveaux objets*, Oran, éd. CRASC, 2010.

Au niveau de la direction du FLN/ALN, tout va bien dans l'Aurès jusqu'au départ de Mostefa Ben Boulaïd pour l'Égypte au mois de janvier 1955. Il délègue le commandement de la Zone 1, l'*IDARA* à son adjoint, Bachir Chihani qui sera assisté de Adjel Adjoul et Abbas Laghrou, Mostefa Boucetta, Meddour Azoui et Messaoud Bellagoune. Mais peu après la nouvelle de l'arrestation de Mostefa Ben Boulaïd (23 février 1955), le climat d'entente change et laisse place à de sérieuses rivalités. Deux prétendants au pouvoir cachent à peine leurs ambitions. Entre les deux, Bachir Chihani, malgré son charisme, ne fait pas le poids<sup>13</sup>. Un consensus fut trouvé grâce à la sagesse de Amar Bellagoune qui proposa de nommer Omar Ben Boulaïd, le frère de Mostefa « à titre honorifique »<sup>14</sup>, à la tête de l'*IDARA*.

A compter de cet arrangement, Omar Ben Boulaïd se considère comme le chef suprême de la Zone de l'Aurès, il est secondé par Bachir Chihani, Adjel Adjoul et Abbas Laghrou.

Mais ce qui se profile derrière ces changements et le choix d'une direction collégiale, c'est une vraie crise politique dont les conséquences vont aboutir à l'éclatement de l'organisation FLN-ALN, à l'échelle de l'Aurès. Momentanément, celle-ci semble sauvegardée. Mais dans la réalité, le retrait de Bachir Chihani au profit d'Omar Ben Boulaïd ne signifiait pas pour autant son intention de se retirer de la compétition politique.

D'après plusieurs sources<sup>15</sup>, Bachir Chihani continue à exercer le commandement réel, à distribuer les ordres, à poursuivre le mouvement de structuration et de coordination des régions (*mintaqa*) de l'Aurès, divisées en secteurs. A partir de son nouveau PC installé à Galaâ, il entreprend d'étendre son contrôle sur la région des Nememcha dont il entrevoit l'importance stratégique. Les secteurs du Kouif, de l'Ouenza, de Négrine et toute la frontière orientale constituent en effet autant de points de passages de

---

<sup>13</sup> Sur ces rivalités, cf. notre étude « les dirigeants de l'Aurès 1954-1957 », *Histoire contemporaine de l'Algérie : Nouveaux objets*, Oran, éd. CRASC, 2010.

<sup>14</sup> L'expression est employée par Madaci, M.-L. *Les Tamiseurs de sable*, *op.cit.*, p. 67. Sa médiation obéissait à un réflexe de préservation de l'unité des rangs dont se prévalent certains militants mus par le bon sens et la sagesse. Si les liens du sang ont joué en faveur du frère aîné de Mostefa Ben Boulaïd, le droit d'aînesse a pu peser également dans le choix final. Il faut rappeler qu'Omar Ben Boulaïd est plus âgé que son frère Mostefa et surtout de Bachir Chihani (25 ans).

<sup>15</sup> Interrogatoire de Boubakeur Salem à la suite de son arrestation au lendemain de la bataille de Djorf, septembre 1955, Archives SHD 1H 1944/1 et Madaci, M.-L., *les Tamiseurs... op.cit.*

l'acheminement des armes en provenance du Sud tunisien, de la Libye ou de l'Égypte. Sans oublier que le contrôle de la ville de Tébessa (de sa richesse) représentait un atout supplémentaire, pour le ravitaillement en tous produits, destinés à l'Aurès qui en avait grand besoin en raison du terrible blocus alimentaire, imposé par l'armée française dès le début de l'année 1955. Enfin, il reprend en main les groupes particulièrement turbulents de la région des Nememcha.

De son côté, Omar Ben Boulaïd prend au sérieux sa nouvelle fonction et effectue des missions d'inspection dans l'Aurès occidental appliquant à la lettre les orientations convenues avec Chihani. Parallèlement, il se dote d'une garde de volontaires confiée à Ahmed Azoui. Commence alors une période d'opposition larvée mais directement dirigée contre le trio Chihani, Adjoul et Laghrour, accusés de brader l'Aurès au profit des Nememcha.

Au mois de juillet 1955, la guerre est déclarée entre les deux clans, Omar Ben Boulaïd ne répond plus aux convocations de Chihani. Des condamnations à mort sont prononcées contre ce premier cercle d'opposants.

Sur le terrain, les opérations militaires françaises s'intensifient avec la multiplication des zones interdites, le regroupement des populations dans les camps... Les accrochages plus meurtriers que jamais comme en témoigne la bataille d'El Djorf (vers le 20-23 septembre 1955), sur l'Oued Helaïl. Par miracle, les principaux chefs dont Chihani, Adjel Adjoul, Abbas Laghrour sont indemnes.

Pour Chihani, c'est le début de la fin, l'échec de la rencontre d'El Djorf est mal vécu par ses principaux adjoints Adjel Adjoul et Abbas Laghrour. A la réunion du 20 octobre 1955, les changements<sup>16</sup> annoncés par Chihani sont acceptés du bout des lèvres. Le 22 octobre 1955, Bachir Chihani est arrêté sur ordre de Laghrour et Adjoul. Il est passé par les armes. Sa mort reste secrète pendant longtemps.

Chihani éliminé, le commandement se retrouve fragmenté entre Omar Ben Boulaïd/Hara, Abbas Laghrour/Galaâ et Adjel Adjoul/Kimmel).

---

<sup>16</sup> A l'issue de cette réunion, Adjoul est muté à Tébessa, Lazhar Cheriet à Kimmel et Laghrour à la frontière algéro-tunisienne.

A partir de la fin du mois d'octobre 1955, la lutte pour le pouvoir va se poursuivre plus dure que jamais entre les deux principaux prétendants : Omar Ben Boulaïd et Adjel Adjoul. Elle est interrompue par l'évasion spectaculaire de Mostefa Ben Boulaïd au soir du 11 Novembre 1955.

Le retour du premier chef de l'Aurès redonne l'espoir à ceux qui redoutaient le spectre de la désunion. Mostefa Ben Boulaïd finit par apprendre la liquidation de Chihani Bachir. A la fin de novembre, il rencontre Adjel Adjoul seul, Abbas Laghrour étant blessé.

A l'issue de plusieurs réunions (mars 1956), Mostefa Ben Boulaïd s'emploie à reprendre les choses en main et assure selon plusieurs témoignages que « chaque zone, chaque région, chaque secteur devront choisir leurs chefs, uniquement selon leur mérite ».

Le 21 mars 1956, Mostefa Ben Boulaïd convoque les différents chefs à Nara (Arris). L'ordre du jour est la refonte des structures de l'organisation à l'échelle de l'Aurès-Nememcha. Ce rendez-vous ultime n'aura pas lieu puisque, le 23 mars 1956, Mostefa Ben Boulaïd périt avec plusieurs de ses compagnons dont son secrétaire Abdelhamid Lamrani, en manipulant un poste de radio piégé.

Pour la Zone I, cette date marque le début d'affrontements acharnés entre deux clans, l'un réuni autour d'Omar Ben Boulaïd et l'autre Adjel Adjoul.

Le 15 avril 1956 est mis en place à Taghedda (Djebel Lazreg) un comité de douze personnes pour trancher la question de la succession de Mostefa Ben Boulaïd. Ni Adjel Adjoul ni Abbas Laghrour n'en font partie. Informés de cette décision, ils réclament leurs postes au sein de *l'Idara*. Omar Ben Boulaïd entend affirmer son autorité et s'attaque naturellement à saper leur réputation<sup>17</sup>. L'instabilité politique est réelle et elle est sérieusement aggravée par des affrontements fratricides. L'histoire du début de la Révolution de Novembre 1954 est à replacer dans le cadre de ces discontinuités qui sont révélatrices de l'importance des recompositions sociopolitiques. Paradoxalement ces complications, accompagnées

---

<sup>17</sup> Laghrour est accusé du blocus sur les armes qui transitent par la frontière orientale, Adjoul est accusé du meurtre de Chihani et même de celui de Mostefa Ben Boulaïd. Cette dernière accusation lancée par Omar Ben Boulaïd à l'encontre d'Adjel Adjoul sera répandue dans les rangs des maquisards. Dans les témoignages post indépendances, l'idée est reprise et développée par Othmane Saâdi Ben el Hadj, *Mémoires* (en arabe), Alger, Dar el Ouma, 2000.

de violences internes (qui se traduisent par des éliminations) participent au processus de la construction de l'unité même du Mouvement révolutionnaire.

C'est à l'aune de ces difficultés qu'il faut rattacher l'absence des dirigeants de l'Aurès à la rencontre de la Soummam.

### **Le Congrès de la Soummam et sa postérité dans la wilaya 1**

Il est important de rappeler qu'après son évasion, Mostefa Ben Boulaïd avait également comme préoccupation majeure de renouer le contact avec la Zone 2 du Nord Constantinois) et la Zone 3 (Kabylie). C'est ainsi qu'il dépêcha Mohammed Lamouri<sup>18</sup> avec un message à remettre Krim Belkacem chef de la Zone 3 (Kabylie). Au retour de la délégation, Lamouri était « accompagné de 4 agents de liaison de la Zone 3, porteurs d'un courrier adressé à Mostefa Ben Boulaïd »<sup>19</sup>. Entre temps, Mostefa Ben Boulaïd est mort. Nous ignorons tout du contenu de ce courrier. C'est semble-t-il à ce moment-là qu'Omar Ben Boulaïd décide de se rendre en Kabylie. Madaci et Hocine Benmaâllem<sup>20</sup> sont les seuls à évoquer ce premier déplacement qu'aurait accompli Omar Ben Boulaïd au printemps 1956, sur la foi du témoignage avancé par Ali Benchaïba. On ne sait rien de cette rencontre qui est à peine évoquée dans le procès-verbal d'audition de Adjel Adjoul. On peut lire « Bellagoun [Messaoud] et moi [...] nous nous sommes étonnés de la nouvelle que l'Aurès ait dépêché un envoyé auprès de Krim Belkacem »<sup>21</sup>. Omar Ben Boulaïd aurait donc rencontré Amirouche et peut être Krim Belkacem sans dévoiler la disparition de son frère.

Ce qui est avéré, c'est qu'Abane Ramdane et Benyoucef Ben Khedda avaient délégué Saâd Dahlab pour se rendre dans le Nord Constantinois et l'Aurès, en février 1956. C'est Zighoud Youcef, chef de la Zone II (future wilaya II) qui lui apprend la disparition de Mostefa Ben Boulaïd avant de lui déconseiller d'aller dans l'Aurès

---

<sup>18</sup> Cf. Merarda, M. dit Benoui (2004), *Sept ans de maquis*, Batna, éd. Du Cèdre, p.44.

<sup>19</sup> D'après Madaci, M.-L., *Les Tamiseurs...op.cit.*, p. 183. Mais dans le témoignage de Mostefa Merarda « Benoui » paru dans *Sept ans de maquis en Aurès*, Batna, Pic des Cèdres, 2004, il est rapporté que la lettre adressée par Krim Belkacem à Ben Boulaïd et confiée à Lamouri fut perdue, à la suite d'une embuscade tendue par les Messalistes, p. 52.

<sup>20</sup> D'après le témoignage de Ali Benchaïba cité par Mohamed Larbi Madaci, *Les Tamiseurs... op.cit.*, p. 184 et le témoignage de Hocine Benmaâllem paru dans *el Watan*, 19 août 2010.

<sup>21</sup> Procès-verbal de l'audition Adjel Adjoul, SHD, 1H 2882, p.161.

(au vu des conditions difficiles qui semblent y régner) et de rentrer sur Alger<sup>22</sup>. Dès son retour, Abane et Benkhedda sont donc mis au courant de la mort de Ben Boulaïd. Ont-ils informé Krim Belkacem qu'ils rencontraient régulièrement lors des préparatifs de la Soummam? Ce dernier les a-t-il mis au courant des contacts précédents avec les envoyés de Mostefa Ben Boulaïd ? Il semble que oui dans la mesure où Omar Ben Boulaïd reçut, au même titre que Messaoud Bellagoune, Abbas Laghrour et Adjel Adjoul, une invitation<sup>23</sup> à se rendre à la rencontre des chefs du FLN/ALN qui devait se tenir en Kabylie, au mois de juillet 1956. S'il se mit en route pour assister au congrès, il ne sera pas au rendez-vous pour des raisons non élucidées pas plus que les deux envoyés de Adjel Adjoul<sup>24</sup>. Amirouche a rencontré les deux groupes à hauteur du village d'El Kseur (Maâdid) le 3 septembre 1956 alors qu'il se dirigeait vers l'Aurès. Quelles explications Omar Ben Boulaïd a-t-il donné à Amirouche qui lui « reprocha »<sup>25</sup> d'avoir tu la nouvelle de la disparition de son frère lors de son dernier passage en Kabylie ?

A la lumière de ces précisions, le récit rapporté par Yves Courrière<sup>26</sup> est à considérer avec beaucoup de réserves. Abane Ramdane et Larbi Ben M'hidi n'ignoraient point la disparition de Mostefa Ben Boulaïd ayant pris connaissance du rapport de mission

---

<sup>22</sup> Cf. son témoignage paru dans : Dahlab, S. (1990), *Pour l'indépendance de l'Algérie, Mission accomplie*, Alger, p. 49-50. Belhocine, M. (2000), reprend cette information dans *Le courrier Alger-Le Caire, 1954-1956 et le Congrès de la Soummam dans la Révolution*, Alger, Casbah Editions, p.55. Ces indications remettent en cause le récit fantaisiste donné par Yves Courrière selon lequel Abane Ramdane apprend la disparition de Mostefa Ben Boulaïd lors de la tenue du congrès de la Soummam ; cf. *Le temps des Léopards*, Paris, Fayard, 1969, p.423-424.

<sup>23</sup> Sur cette invitation, Cf. Procès-verbal d'audition de Adjoul qui la reçut par un courrier envoyé par Omar Ben Boulaïd. La lettre était signée par Krim Belkacem, elle évoquait « la réunion de tous les grands chefs de l'Algérie » pour le 20 juillet 1956, ajoutant que « cette date était surchargée de celle du 20 août ». SHD, 1H 2882, p.161.

<sup>24</sup> Adjel Adjoul, méfiant, ne s'empressa pas de répondre à l'invitation pour la rencontre d'IFRI, il se contenta d'envoyer « deux *tissals* pour me faire préciser le lieu et la date » d'après Madaci, M.-L., *Les Tamiseurs...* *op.cit.*, p.19, les deux *tissals* sont Messaoud Bellagoune et Omar Djabali. La version du procès-verbal de son audition est différente : les deux envoyés sont un déserteur kabyle Djabali Arab et Tayeb un kabyle. Ils ne sont jamais parvenus « car ils ont été interceptés par les éléments de Omar Ben Boulaïd », SHD, 1H 2882, p.161.

<sup>25</sup> Benmaâllem, H., *El Watan*, *op.cit.*

<sup>26</sup> Cf. *Le temps des Léopards*, Paris, 1969 où Yves Courrière prétend que la mort de Mostefa Ben Boulaïd ne fut dévoilée que lors de la réunion d'Ifri. De même, la version qu'il relate à propos d'une entrevue entre Omar Ben Boulaïd et Abane Ramdane (environs de Beni Abbès) est à prendre avec beaucoup de réserves, fautes de sources pour la confirmer ou l'infirmer.

de Saâd Dahlab. Zighoud et Bentobbal ne firent donc que confirmer la triste nouvelle.

Admettons que la rencontre eut bien lieu, que Omar Ben Boulaïd a bien remis une lettre/procuration prétendument signée par son frère à Abane Ramdane. Pourquoi n'a-t-il pas poursuivi son chemin à Ifri ? Est-ce « de façon délibérée » comme l'affirme Brahim Kabouya<sup>27</sup> qu'il a évité de s'y rendre ?

Les dirigeants de l'Aurès n'ont donc pas participé aux travaux d'Ifri. Il échet à Amirouche de procéder à la mise en place des nouvelles structures de l'organisation FLN-ALN telles qu'elles furent définies au congrès de la Soummam.

### **Amirouche en mission dans l'Aurès**

Nous disposons de deux textes pour une approche de la mission qu'Amirouche a menée dans l'Aurès en compagnie de son secrétaire Hocine Benmaâlem et de son garde du corps Abdelhamid Mahdi<sup>28</sup>. Le premier a été publié par Ahmed Bencherif<sup>29</sup>. Le second est le témoignage de Adjel Adjoul publié par M.L. Madaci et qui recoupe à quelques détails près celui qu'il a fourni à l'association « Les pionniers de la révolution de Novembre 1954 dans la mintaqâ de l'Aurès ».

Selon un rapport portant la date du 14 janvier 1957, le premier contact a lieu le 3 septembre 1956 entre Amirouche et Omar Ben Boulaïd, Hadj Lakhdar, Tahar Nouichi, Ahmed Nouaoura, Ahmed Azoui, Torche Abdelhafif, Raïli Mostefa, Araâr Mohammed Bouazza et Ali Benmechiche qui faisaient tous partie de la délégation qui devait se rendre en Kabylie. La mission d'Amirouche se déroule en deux phases. La première commence le 4 septembre à El Kseur et ne prend fin que le 28 du même mois. Amirouche communique les décisions du congrès de la Soummam avant de procéder à l'audition de tous les membres de la délégation accompagnant

---

<sup>27</sup> Madaci, M.-L., *Les tamiseurs,...* *op.cit.*, p. 184

<sup>28</sup> Témoignage de Hocine Benmaâlem publié dans *le Quotidien d'Algérie*, 19 août 2010.

<sup>29</sup> *Paroles de baroudeur*, Alger, éd. Anep, 2003, p. 63-71. L'auteur ne dit rien sur l'origine de ce document : où l'a-t-il trouvé ? A-t-il été remis par un témoin ? Nous l'avons pris comme base de cette réflexion en l'absence de toute possibilité d'authentification. Mais il existe de fortes correspondances entre ce rapport croisé avec l'interrogatoire de Adjel Adjoul (ANOM et SHD) et le témoignage recueilli par Madaci, M.-L., auprès de l'intéressé lui-même. Cependant, trois documents auquel il fait référence manquent.

Omar Ben Boulaïd. Les principaux points qui sont débattus concernent :

- Les décisions adoptées à la Soummam.
- La fameuse procuration signée par Mostefa Ben Boulaïd dont se prévalait son frère Omar auprès d'Amirouche.
- Les différents qui agitaient et paralysaient l'Aurès.

Les premières décisions prises par Amirouche concernent :

- La suspension de Messaoud Aïssi de toutes ses responsabilités et la libération de tous les prisonniers.
- Dans un second temps, Amirouche rencontre Adjel Adjoul qui sera démis de ses responsabilités et reçoit l'ordre de partir à Tunis.
- Les contacts avec la région des Nememcha n'ont pu avoir lieu en raison des opérations militaires et des groupes armés dissidents à la solde d'Omar Ben Boulaïd « qui fait courir le bruit que je (Amirouche) suis venu aider la politique d'Adjoul ».

- Une dernière réunion fut fixée le 20 octobre 1956 avec l'ensemble des chefs de l'Aurès y compris Omar Ben Boulaïd qui ne viendra pas. Adjoul est par contre présent. A-t-il vraiment exprimé son refus d'obéir aux ordres d'Amirouche, ce qui devait entraîner son arrestation ? Dans le rapport, on peut lire : « Nous avons décidé de ligoter Adjoul et nous avons désigné 6 personnes pour le faire », Adjoul était armé et il a tiré... avant de rejoindre ses hommes. Cette tentative de mettre fin aux agissements de Adjoul sonne le glas de la mission Amirouche dans l'Aurès.

La réorganisation des différentes zones est interrompue et Amirouche dut quitter précipitamment la région. Quant aux nouveaux responsables désignés, ils ne firent pas toujours l'unanimité.

Ce récit recoupe mais en partie seulement la thèse de Adjoul qui figure dans son interrogatoire par l'armée française<sup>30</sup> et les entretiens effectués par M.L Madaci, auteur des *Tamiseurs de sable*.

Adjoul fournit une version de ce qui s'est passé le 20 octobre 1956 : il parle d'une tentative d'assassinat et désigne nommément ceux qui l'ont visé. Cette version est corroborée par Hadj Lakhdar qui partageait le même refuge au moment des faits<sup>31</sup>.

---

<sup>30</sup> ANOM, FR 93/4236 et SHD 1H 2882.

<sup>31</sup> Cf. notre étude : « Adjel Adjoul, le combat inachevé », *Histoire de l'Algérie contemporaine : Nouveaux objets*, Oran, éd. CRASC, 2010.

A la suite de ce traquenard, Hadj Lakhdar accusa Amirouche d'être la cause de la tuerie du 20 octobre et lui déclara qu'il n'était plus en mesure d'assurer sa sécurité. Amirouche dut quitter en effet la région.

Au-delà des quelques divergences entre l'une et l'autre version, la mission d'Amirouche se solda par un demi échec. Adjoul se rendit aux autorités françaises le 31 octobre 1956.

Sur le terrain, Omar Ben Boulaïd, soutenu par ses fidèles, manifeste ouvertement son opposition aux ordres du CCE. Il précise ses intentions dans une lettre<sup>32</sup> adressée le 21 octobre 1956 « au frère Amirouche ». Non seulement, Omar Ben Boulaïd se considère comme le chef légitime de la Zone Aurès, mais il rejette toutes les décisions prises par Amirouche. Fort de l'appui de Ahmed Mahsas, il annonce son départ en Tunisie « pour résoudre avec les frères les différents de la Zone Aurès » dont il rend responsable Amirouche.

Cependant, plusieurs chefs sont bien décidés à poursuivre la lutte dans un cadre organisé tels Lamouri, Hadj Lakhdar, Hihi el Mekki, Mohamed Bouazza, Tahar Nouichi. Trois zones (*mintaqa*) sur six étaient en cours de restructuration suivant les directives du congrès de la Soummam : la mintaq 1 (Belezma) était confiée à Lamouri, la seconde (Arris) à Mohamed Bouazza et la troisième à Ahmed Benabderrazak (Si Haouès).

### **La mise au pas de la wilaya 1 : la centralisation à l'échelle locale**

Désormais, le sort de la wilaya est suspendu aux décisions du CCE. Celles-ci transitent d'abord par Krim Belkacem, chargé des liaisons avec les wilayas au sein du CCE dont il fait partie avant de passer à l'organisation extérieure du FLN, basée à Tunis.

Selon Gilbert Meynier<sup>33</sup>, une seconde commission d'enquête est envoyée dans l'Aurès sous la houlette de Mohammedi Saïd (Colonel

---

<sup>32</sup> SHD, 1H 1631, Documents F.

<sup>33</sup> Meynier, G. (2002), *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Paris, Fayard, p. 394. On ne trouve pas trace de cette rencontre dans les *mémoires* publiés ces dernières années en Algérie. Toutefois, il est permis de se poser la question de savoir si Mohammedi Saïd avait été bien informé de la crise qui sévissait dans l'Aurès et sur ses principaux antagonistes, au point d'obtempérer aux ordres de Omar Ben Boulaïd, qui avait été démis de ses fonctions par Amirouche.

Si Nacer) au mois de décembre 1956. Elle aurait été interceptée par Omar Ben Boulaïd. Sans le vouloir, « Mohammedi Saïd se fit berner » par ce dernier et aurait procédé à des nominations conformes cette fois, aux vœux de Omar Ben Boulaïd, réduisant à néant le travail entamé précédemment par Amirouche.

Une seconde réunion de tous les responsables de l'Aurès fut convoquée en Kabylie. Plusieurs séances<sup>34</sup> se tinrent à partir du 4 janvier 1957, sous la présidence du colonel Mohammedi Saïd et en présence du commandant Amirouche. Les dirigeants de l'Aurès sont Le capitaine Laâmouri, chef de la *Mintaqa* 1 et ses subordonnés : Hihî el Mekki, Torche, Hadj lakhdar, Ahmed Kadri, Saïd Laoufi et Salah Abdessemed. *La Mintaqa* 2 est représentée par son chef Tahar Nouichi, Brahim Kabouya, Ahmed Nouaoura, Ali N'mer, Ali Machiche et Amar Bellagoune.

A l'issue de ces rencontres, il fut convenu, sur proposition de Amirouche<sup>35</sup> que « les responsables de l'Aurès s'achemineront vers la Tunisie où doit avoir lieu la réunion générale ».

La convocation des chefs de l'Aurès par ce dernier au mois de mars 1957 devait reprendre l'organisation de la wilaya 1. A cette date, les quatre membres restant du CCE après l'arrestation et la mort de Larbi Ben M'hidi, ont quitté Alger pour se retrouver au PC du colonel Sadek Dehilès, chef de la wilaya 4. Ont-ils à ce moment débattu de la crise qui sévissait dans l'Aurès ?

Toujours est-il qu'à cette date, une délégation de l'Aurès comprenant outre Lamouri, Hadj Lakhdar, Hihî el Mekki, Tahar Nouichi, Brahim Kabouya, Abdelhafid Torèche, Meddour Azoui, Mostefa Reaïli et Mohamed Cherif Benakcha prit le chemin de la Kabylie une fois de plus. Seuls manquent à l'appel, Omar Ben Boulaïd et Messaoud Aïssi.

Les délégués de l'Aurès sont reçus à Tasselent<sup>36</sup> non loin d'Akbou au mois d'avril 1957 par Ouamrane, Mohammedi Saïd chef de la wilaya 3 et Amirouche.

La principale décision prise lors de cette rencontre a été de confier la direction de la wilaya 1 aux membres du CCE. On retient également la proposition de réunir les groupes opposants en

---

<sup>34</sup> SHD, 1 H 1631.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> L'essentiel des informations proviennent de Madaci, M.-L. (2011), *Les tamiseurs de sable*, Alger, éd. Anep, édition revue et corrigée, p. 313 et Sv.

Tunisie. Lamouri est désigné pour représenter la Wilaya 1 à Tunis, il reçoit l'ordre de s'y rendre. Hadj Lakhdar et Hihi El Mekki sont chargés de poursuivre l'organisation de la wilaya 1.

Dans la pratique, la wilaya 1 en sort très fragilisée. Le départ de Lamouri pour la Tunisie prive la wilaya d'un responsable sage et écouté. L'œuvre accomplie dans la mise sur pied de la mintaq 1 (Belezma) en est la preuve.

Autant dire qu'en ce début de l'année 1957, la wilaya 1 connaît une agitation poussée à l'extrême, attisée par les groupes armés qui manifestent ouvertement leur indépendance voire leur opposition<sup>37</sup> au congrès de la Soummam. Les troubles sont particulièrement graves dans les régions d'Arris<sup>38</sup> et de Tébessa. Ils n'échappent pas à l'*Action psychologique* qui distille savamment sa propagande, exploitant à merveille les anciennes rivalités tribales, réactivées par des dérives et abus de toutes sortes causés par le comportement des « seigneurs de la guerre », par les rumeurs qui parviennent de la Tunisie (relatifs à des conduites contraires à la morale et aux contraintes du moment) et par l'implication d'Ahmed Mahsas fidèle allié d'Ahmed Ben Bella et opposant au Congrès de la Soummam. Le rôle de Mahsas<sup>39</sup> est loin d'être négligeable dans la crise que traversa la Wilaya 1. Contrôlant une partie de l'acheminement des armes qui transite par la frontière orientale, il réussit à rallier un bon nombre de maquisards de la première heure à ses vues se souciant peu des conséquences sur le terrain.

---

<sup>37</sup> Cette opposition est en fait des plus confuses. Les divisions sont antérieures au Congrès de la Soummam, elles sont le produit des luttes pour le pouvoir, nées au lendemain de l'arrestation de Mostefa Ben Boulaïd. L'élimination de Sidi Hani, responsable dans la région de Tébessa marque le début de l'opposition des chefs des Nememcha à l'égard des chefs de l'Aurès. L'historiographie attribue ces oppositions aux seules rivalités personnelles et aux particularismes locaux, omettant leur dimension politique.

<sup>38</sup> Mohammed Bouazza et Salah Goudjil se plaignent des embuscades tendues par les hommes de Omar Ben Boulaïd et son allié Ahmed Azzoui à « leurs frères ». Le courrier est également intercepté. Lettre adressée à Amirouche, sans date, SHD, 1H 1931. Documents récupérés le 25 février 1957, au douar Yabous.

<sup>39</sup> Les manœuvres de Mahsas sur le sol tunisien méritent une étude à part...que savons-nous de la rencontre de Ghardimaou avec Lazhar Cheriet, Benaïssa Messaoud, Hadj Ali Harkati, Hadj Belkacem Zebiri, Salah Bey, peu après la tenue du congrès de la Soummam ? Quelle part a-t-il pris ou non dans les attentats de Bab el B'har, de la caserne du Bardo, des bombes de Bab El Jdedid à Tunis ? Cf. lettre de Mahmoud Cherif, chef de la wilaya 1 en date du 17 mai 1957 adressée à Ouamrane, cité par Zeroual, M. (2003), *Les Nememcha dans la révolution* (en arabe), Alger, Dar Houma.

En toute logique, les conflits d'intérêt des dirigeants (Délégation extérieure du Caire et CCE) ont pris le pas sur la lutte anticoloniale, facilitant la tâche aux autorités françaises chargées de la répression. Dans un cas comme dans l'autre, l'édifice collégial masquait de fortes ambitions personnelles brouillées par la dichotomie pour ou contre les dispositions adoptées au congrès de la Soummam. C'est pourquoi leur abandon entériné à la réunion du CNRA tenue au Caire, au mois d'août 1957 fut sans surprise, (au grand dam de Abane Ramdane) sans pour autant mettre fin définitivement à la crise. Bien au contraire, le recours à la violence au détriment du dialogue fut érigé en règle. Une analyse centrée exclusivement sur partisans ou non des thèses de la Soummam ne facilite pas la compréhension de l'accélération des transformations sociopolitiques induites par la dynamique de la lutte armée.

Reprenons l'évolution des événements et leur débordement sur le territoire tunisien, pour tenter de comprendre les véritables ressorts de la crise à l'origine des affrontements fratricides des groupes de résistants. La guerre a bouleversé de fond en comble la société algérienne. Dans un tel contexte, les finalités de la construction nationale sont entrées en concurrence avec les particularismes locaux. La soudaine disparition des pionniers du soulèvement<sup>40</sup> qui jouissaient d'une grande estime auprès des maquisards a ouvert la voie aux ambitions de certains prétendants locaux<sup>41</sup> disposés à prendre le commandement. Convaincus de leur bon droit, ils regardent, avec hostilité, tous ceux qui se prévalent d'une autre légitimité. C'est pourquoi les nominations auxquelles procède Amirouche lors de sa première mission dans l'Aurès sont si mal perçues. De fait, elles auguraient de reconfigurations sociales qui devaient obéir à l'hégémonie d'un pouvoir central. Mais en réalité, elles ne purent se défaire des pratiques communautaires et des principes de réciprocité qui régissent les rapports sociaux. C'est ce qui explique qu'après une période de troubles<sup>42</sup> où la

---

<sup>40</sup> Citons Benabdelmalek, Ramdane, Didouche Mourad, Badji Mohktar, Chihani Bachir, Larbi Ben M'hidi, Mostefa Ben Boulaïd.

<sup>41</sup> Les rivalités ont commencé dès l'arrestation de Mostefa Ben Boulaïd en février 1955. Cf. notre étude sur « les dirigeants de l'Aurès Nememcha, 1954-1956 », *Histoire de l'Algérie contemporaine : nouveaux objets*, Oran, éd. CRASC, 2010.

<sup>42</sup> Une étude exhaustive de cette période reste à faire. De notre point de vue, il est urgent d'investir le terrain de l'enquête orale, pour recueillir ce que la mémoire a pu transmettre et essayer de comprendre la pluralité des transactions déployées par les différents protagonistes pour aboutir à un accord. C'est dire que ce processus de mise au

wilaya 1 est mise sens dessus dessous, (qui a paru trop longue et qui a mis en péril la révolution) ceux qu'on appelait « dissidents » ou « mouchaouichine » ont fini par rentrer dans les rangs. Plusieurs étapes ont donc été nécessaires pour que la réception de l'organisation définie au congrès de la Soummam soit partagée par tous et fasse l'unanimité.

### **Construction nationale et enjeux locaux**

L'après congrès de la Soummam s'est caractérisé par l'enchevêtrement de plusieurs facteurs. Les répercussions de la mission Amirouche dans l'Aurès ont contribué à attiser les rivalités entre partisans destitués et partisans promus. Si la reddition de Adjel Adjoul sème le désarroi parmi les maquisards, elle représente une aubaine pour Omar Ben Boulaïd et Messaoud Aïssi. Éliminés des responsabilités par Amirouche, ils espèrent reconquérir leur poste en jouant la carte Ben Bella- Ahmed Mahsas opposés aux thèses du Congrès de la Soummam. Tout en contrecarrant l'organisation mise en place conformément aux directives du CCE, les opposants se livrent à une lutte sans merci sur le sol tunisien, dans le but de contrôler les voies du trafic des armes. En filigrane, on devine que le rapport de forces est fondé non plus sur la libre adhésion au projet de la lutte anticoloniale mais sur le pouvoir des armes. Cette posture fait pièce au principe de la priorité du politique sur le militaire.

Au cœur de ces affrontements fratricides, il convient de tenir compte de l'ensemble de tous les protagonistes. Outre l'implication des chefs de l'Aurès ou des Nememcha, le rôle joué par les représentants<sup>43</sup> de l'*Idara* ou bureau du FLN à Tunis, inféodés tantôt à la Délégation extérieure du FLN au Caire, tantôt aux représentants du FLN à l'intérieur de l'Algérie, n'est pas négligeable. D'autre part, les ingérences du gouvernement tunisien ne sont pas en reste. Enfin, les sympathies de certains chefs algériens avec

---

pas est éminemment politique et que les conduites anarchiques attribuées aux « dissidents » de l'Aurès s'inscrivent dans ce registre. Cf. les analyses de Ranajit Guha, *Elementary aspects of peasant insurgency in colonial India*, Delhi, Oxford University Press, 1983.

<sup>43</sup> Diverses personnalités se succèdent à la tête de l'*Idara*/FLN à Tunis, dont le trio composé de Hamed Rouabhia, Aït Hacène Ameziane et le docteur Mohamed Seghir Nekkache, Ali Mahsas, le tandem Brahim Mezhoudi et Amar Benaouda, Rachid Gaïd, Amar Ouamrane.

Salah Ben Youssef participent à l'alignement de Bourguiba aux côtés des décisions du CCE.

Faute de sources, il est difficile de suivre le cours général des rencontres qui ont réuni les différentes parties à Tunis. L'affaire de Mathilde ville (Tunis) qui aboutit à l'élimination de Zine Abeud et Farhi Saï, deux chefs des Nemencha au mois de septembre 1956 est un exemple typique de ce recours à la violence pour s'assurer le trafic des armes et s'imposer sur le terrain face à l'organisation mise en place selon les vœux du CCE. Il y eut une rencontre à Ghardimaou<sup>44</sup> avec Mahsas et les chefs des Nememcha et de Sedrata. Le 22 octobre 1956, la désignation de Mahmoud Chérif par le CCE, à la tête de la région de Tébessa, provoque l'ire de Lazhar Cheriet. L'accord survenu entre Bourguiba et Ouamrane le 10 février 1957 est la démonstration de la mise au pas de l'organisation du FLN par le CCE. Dès lors l'élimination des opposants n'est plus qu'une question de temps. Le drame qui se joua dans une villa de Hammam Lif (printemps 1957 ?) conforta les « dissidents » dans leur choix. Mahsas et Omar Ben Boulaïd parviennent à échapper aux hommes de Ouamrane. D'autres payèrent de leur vie tels Abbas Laghrour et ses compagnons qui furent jetés en prison avant d'être jugés à Téboursouk au mois de juillet 1957 et condamnés à mort.

Depuis le mois d'avril 1957, c'est Mahmoud Cherif qui préside à ses destinées. Ce choix ne fit que raviver les tensions des maquisards de l'Aurès fortement secoués par les liquidations. Baignant dans une culture de résistance, ils n'étaient pas du tout disposés à accepter des décisions extérieures, fussent-elles dictées par une institution officielle comme le CCE. Les quelques archives dont nous disposons donnent un aperçu des initiatives prises par cet ancien officier de l'armée française. Il commence par doter la wilaya de structures en mesure de mener une guerre de partisans et de résister aux coups de butoir d'une armée coloniale dotée d'une longue expérience. La réussite de son plan supposait une obéissance aux ordres. Ses successeurs tels Mohammed Lamouri, Ahmed Nouaoura, Hadj Lakhdar s'acharneront à mettre de l'ordre dans la Wilaya 1 en recourant tantôt à la négociation et tantôt à la force en l'absence de tout compromis. Le facteur temps finira par jouer en

---

<sup>44</sup> Mohamed Zeroual avance la liste des participants à cette réunion et donne un résumé des décisions adoptées, mais omet d'en fournir la date exacte. Cf. *El Nememcha et la révolution* (en arabe), Alger, Dar Houma, 2003.

faveur de la régulation politique au détriment des particularismes *au ras du sol*.

En conclusion, la connaissance des logiques inhérentes à l'opposition des chefs de l'Aurès, aux directives adoptées au congrès de la Soummam, est encore l'otage des représentations léguées par l'anthropologie coloniale, de la partialité des mémoires et des illusions rétrospectives<sup>45</sup>. En l'absence d'une véritable histoire sociale, on continuera d'affirmer une chose et son contraire et à s'empêtrer dans des interprétations contradictoires.

---

<sup>45</sup> La multiplication des témoignages et de la publication de mémoires de la part des acteurs de la Guerre de libération devance et endigue l'écriture d'une histoire critique. Cf. Veyne, P. (1970), *Comment on écrit l'histoire ? Essai d'une épistémologie*, Paris, Seuil et Becker, J.-J. (1987), « Le handicap de l'aposteriori », *Cahiers IHTP, Questions d'histoire orale*, juin.